

Les grandes mobilisations étudiantes pro-démocratiques thaïlandaises de 2020-2021 : Contester à l'ère du numérique sous régime autoritaire

Par **Laudia Gravel**

Octobre 2020, des milliers de Thaïlandais et Thaïlandaise descendent dans les rues de Bangkok pour demander haut et fort la libération de 20 militants pro-démocratiques (Harding et Sagun 2021, p.3). Bloquant plusieurs artères majeures de la ville et défiant l'État d'urgence décrété par leur gouvernement, ces jeunes militants, dont plusieurs des étudiants universitaires et du secondaire, attirent l'attention médiatique sur les méfaits infligés par ce gouvernement non démocratique. Cet épisode de mobilisation monstre fait partie des multiples vagues de protestation sans précédent qui ont marqué les années 2020-2021 de ce pays. D'abord instiguées par les étudiants de l'Université Thammasat, ces mobilisations ont rapidement obtenu le soutien et la participation de différentes classes sociales de la société thaïe (McCargo 2021). Au fil des vagues de protestation, trois demandes principales sont établies, soit la dissolution du parlement, la fin des persécutions envers les militants politiques (abolition de la loi sur la lèse-majesté) et la création d'une nouvelle constitution (McCargo 2021). Ayant vécu plusieurs années d'instabilité politique, à la suite de deux coups d'État en moins de 10 ans et dans le contexte des contraintes et des atteintes à leur liberté d'expression, ces revendications incarnent l'accumulation de plusieurs années de frustration et de mécontentement envers la junte militaire. Si les manifestations pro-démocratiques traversent l'histoire contemporaine du pays, sous l'ère du numérique, ces mobilisations se différencient de

celles antérieures par le déploiement de nouvelles tactiques et stratégies militantes. Bravant les nouvelles mesures de répression imposées par leur gouvernement, cette période de contestation politique reflète également les nouveaux défis auxquels sont confrontés les militants pro-démocratiques face à un régime de censure et surveillance numérique.

Émergence d'un mouvement : Accumulation de mécontentement, élection volée et Covid-19

Société profondément polarisée depuis le coup d'État contre le premier ministre Thaksin Shinawatra en 2006, le paysage thaïlandais est divisé entre les royalistes, mieux connus sous le nom des « chandails jaunes », et les démocrates, soit les « chandails rouges ». Constitués en grande partie par l'élite économique traditionnelle du pays, les chandails jaunes sont caractérisés comme étant les défenseurs de la monarchie et des valeurs nationalistes thaïes et opposés aux pratiques de corruption du premier ministre Shinawatra (Sombatpoonsiri 2020). À l'opposé, les chandails rouges sont constitués en majorité de la classe ouvrière, mais aussi d'intellectuels qui dénoncent le coup d'État contre leur premier ministre Shinawatra et les pratiques antidémocratiques de la junte militaire (Sombatpoonsiri 2020). Bien qu'aujourd'hui ces groupes aient des noms différents, les idéologies rattachées à ces factions restent similaires. Selon la politologue Janjira Sombatpoonsiri (2020),

après le deuxième coup d'État contre le parti de l'ancien premier ministre Shinawatra en 2014 et l'émergence d'un nouveau parti d'opposition, le *Future Forward Party*, la société est aujourd'hui polarisée entre les « pro-monarchies » et les anti-royalistes. Ayant profité de leur mainmise sur le pouvoir politique depuis 2006, la junte militaire a eu l'opportunité de modifier la constitution pour garantir leur pouvoir politique et ainsi limiter toute forme d'opposition (Chachavalpongpun 2021).

Sous la gouvernance du Général Prayut Chan-o-Cha, la société thaïlandaise aura connu une forte limitation de leurs droits et libertés. Ce ressac autoritaire entre 2014 et 2023 est marqué par l'augmentation de la mise en place de mécanismes de répression physique et numérique, tels que la cyber-surveillance et la censure. En complément à ces mesures numériques, le gouvernement a renforcé ses outils juridiques pour mieux contrôler sa population et prévenir toute forme de mobilisation publique (Sombatpoonsiri 2021a). L'une de ces lois est l'Article 112 du Code criminel, soit la loi de lèse-majesté. Sous cet article, le gouvernement peut arrêter et poursuivre tout individu qui diffame, insulte ou menace la monarchie autant en ligne que hors ligne (Sombatpoonsiri 2021a). Or, l'ambiguïté des lois et leur application arbitraire, au cours des dernières décennies, ont largement permis au gouvernement de contrôler et supprimer toute potentielle menace de dissidence interne (Sombatpoonsiri 2021a).

Vol des élections 2019 et Covid-19 : Recette parfaite pour l'implosion

Le coup d'État de 2014 contre la première ministre Yingluck Shinawatra, sœur de l'ancien premier ministre Shinawatra, constitue l'un des événements qui a exacerbé les tensions internes et

généralisé les premières étincelles des nouvelles formes et tactiques d'action collective interne. En fait, l'avènement des manifestations pro-démocratiques de 2020-2021 est le résultat de l'accumulation du mécontentement de la population envers plusieurs décisions prises lors d'événements importants qui ont marqué le paysage politique entre 2014 et 2019. Par exemple, en 2016, le gouvernement militaire a profité de sa position privilégiée pour formuler une nouvelle constitution sans l'appui de parti d'opposition. Soumis à un référendum non démocratique, cette constitution accorde un plus grand pouvoir et contrôle politique à la junte militaire (Chachavalpongpun 2021). L'un de ces pouvoirs est celui de composer le Sénat, organe politique qui détient le pouvoir de choisir le premier ministre (Chachavalpongpun 2021). Un autre élément qui a exacerbé les tensions internes est l'ascension d'un nouveau monarque. Depuis la fin du régime de monarchie absolue en 1932 et la création d'un système de Monarchie constitutionnelle, le Roi n'est plus en mesure de s'impliquer directement dans les affaires politiques du pays (Chachavalpongpun 2021). Or, en 2017, le gouvernement militaire a amendé la constitution pour accorder de plus grands pouvoirs politiques et économiques au nouveau Roi Rama X (Chachavalpongpun 2021). Ce gain de pouvoir politique du monarque a rapidement été perçu par plusieurs militants politiques comme un affront aux gains démocratiques acquis depuis 1932 (Chachavalpongpun 2021).

Après 5 années de gouvernance non démocratique, la jeunesse thaïe, qui a été réduite au silence durant cette période de grande répression, réclame un changement de gouvernement lors des élections de 2019. Malheureusement, comme la Thaïlande est un régime autoritaire compétitif, ces élections n'ont pas été considérées comme libres et justes puisque

la junte militaire a truqué et manipulé le processus électoral en leur faveur (McCargo 2021). Sans surprise, le gouvernement militaire a été réélu. Toutefois, ce cycle électoral a permis l'émergence d'un nouveau parti d'opposition progressiste, soit le *Futur Foward Party* (FFP). Ayant collecté la majorité des votes provenant des tranches d'âge plus jeunes et présentant un programme politique prônant les valeurs démocratiques, plusieurs experts considèrent aujourd'hui ce parti comme une véritable alternative politique à la junte militaire (McCargo 2021).

Après ces élections volées, plusieurs jeunes étudiants se sont sentis frustrés par ce résultat politique déplorable. En l'absence de moyens pour exprimer leur frustration, le contexte de la Covid-19 a été l'étincelle parfaite pour déclencher les manifestations de masse à Bangkok. Selon Janjira Sombatpoonsiri :

La Covid-19 crée au moins deux opportunités structurelles pour les groupes pro-démocratiques. Premièrement, même si les secteurs de la santé publique thaïlandais ont été efficaces contre la propagation du virus, le gouvernement militaire a mal géré les répercussions économiques des deux confinements consécutifs. (...) Deuxièmement, les crises sanitaires et économiques ont ouvert la voie à une remise en question du pouvoir royal par l'opinion publique. En effet, pendant cette période de crise, le nouveau roi Rama X a décidé de se réfugier en Allemagne, conservant un style de vie luxueux et excentrique, tandis que son peuple souffrait des conséquences de cette crise mondiale (Sombatpoonsiri 2021a, p. 3, ma traduction).

Devant les faiblesses de la gestion du gouvernement militaire et l'absence de leur roi, les militants politiques pro-démocratiques ont jugé le contexte opportun pour exposer leurs revendications légitimes et obtenir le support de la population. Deux événements

cruciaux provoqueront la première vague de manifestation pro-démocratique à Bangkok, soit la dissolution forcée de leur parti politique *Future Foward* et la disparition suspecte du militant politique thaïlandais Wanchalerm au Cambodge (Sombatpoonsiri 2021a). Considérant ces actions du gouvernement inacceptables et comme une atteinte à leur chance d'obtenir un meilleur futur, plusieurs étudiants universitaires ont décidé de s'unir pour s'opposer à ces actions répréhensibles (Lertchoosakul 2021). Bien que la Covid-19 n'a pas été l'élément déclencheur de cette vague de mobilisation, elle a toutefois offert une opportunité inattendue de mobilisation et de ralliement de différentes classes sociales à une cause commune (Sombatpoonsiri 2021a).

Entre continuité et renouveau : Le militantisme à l'ère du numérique

Tributaires d'une longue culture de militantisme étudiant, les Thaïlandais possèdent un large répertoire de protestation dans lequel il est possible d'adapter de nouvelles stratégies et tactiques de mobilisation. Durant les années 70, les mouvements étudiants représentaient une force politique importante ayant la capacité de promouvoir des changements concrets dans les politiques publiques thaïlandaises et exiger une démocratisation du système politique (Lertchoosakul 2021). Ils ont d'ailleurs été la cible d'une importante répression de la part des militaires, mais aussi de mouvances politiques autoritaires et conservatrices. Bien que les mouvements qui les ont succédés n'aient pas eu autant d'impacts positifs que ceux des années 70, les mouvements étudiants restent un acteur politique important au sein de la société Thaï.

Depuis le printemps arabe, les outils du numérique sont devenus parties intégrantes des

structures de mobilisation et de communication des mouvements sociaux. Étant flexibles, anonymes, accessibles et peu coûteux, les réseaux sociaux sont, pour les militants pro-démocratiques, des outils facilitant le recrutement d'individus et l'organisation de manifestations (Faik et al. 2020). Puisqu'ils incarnent des espaces communs où les échanges et le partage d'expériences personnelles entre individus sont encouragés, ces plateformes ont la capacité d'influencer la motivation des gens à participer à des événements publics (Bahri et al. 2019). De plus, en raison de leur ubiquité et de leur facilité d'utilisation, les réseaux sociaux représentent aujourd'hui, chez les jeunes, l'outil de communication principal entre individus. Bien que Facebook et Twitter restent les plateformes de prédilection des jeunes, en raison de l'ubiquité du système de surveillance et de censure du gouvernement thaïlandais, les militants auront davantage tendance à utiliser des applications cryptées pour contourner ces mesures répressives et continuer à organiser leur mobilisation (Sombatpoonsiri 2021a).

D'ailleurs, selon Bennett et Segerber, cette forte utilisation des réseaux sociaux dans la structure et le développement des mouvements sociaux auraient permis l'émergence d'une nouvelle logique d'engagement, soit la logique de l'action connective (Bahri et al. 2019). Différente de l'action collective traditionnelle, cette nouvelle logique expose l'argument qu'aujourd'hui l'engagement, les actions et les comportements des individus sont fortement influencés par ceux de leurs relations sociales directes, soit des amis, des membres de leur famille ou des collègues, en ligne (Bahri et al. 2019). En fait, selon cette logique, la propagation d'actions hautement personnalisées d'un individu lors d'interaction avec son réseau de contacts numérique peut déclencher une prise de décision similaire au

sein de son réseau, par exemple en adoptant des points de vue ou des actions publiques semblables. Cette forme d'action collective illustre les nouvelles capacités des individus à s'influencer entre eux, grâce à leur habileté à coproduire et codistribuer des contenus personnalisés à travers leur réseau de contacts numérique (Faik et al. 2020). Moins complexe et rigide que l'action collective traditionnelle, l'action connective, par sa flexibilité et sa personnalisation, offre des opportunités d'engagement qui ne nécessitent pas autant d'encadrement structurel ou la présence d'une identité collective forte (Faik et al. 2020). L'existence de cette logique est seulement possible sous l'ère des réseaux sociaux.

Ainsi, étant moins coûteux et ayant la capacité de connecter et créer un vaste réseau d'alliances et de coalitions entre groupes revendicateurs, ce modèle peut favoriser le succès de ces mouvements (Faik et al. 2020). Bien que certains experts contestent les bienfaits à long terme des réseaux sociaux sur l'engagement social et l'action collective en général, en raison de leur omniprésence, son utilisation est incontournable pour les mouvements sociaux.

Dans le contexte des mobilisations étudiantes pro-démocratiques thaïlandaises, ces outils ont été cruciaux pour maintenir le dynamisme du mouvement, mais surtout pour contrecarrer la surveillance et la censure du gouvernement militaire. S'inspirant des stratégies mise en place par leurs homologues de Hong Kong, les militants étudiants thaïlandais ont favorisé la création d'une structure décentralisée ayant des réseaux faiblement connectés (Harding et Sagun 2021). Reposant sur l'utilisation des réseaux sociaux, cette structure plus flexible leur a permis de générer des mobilisations rapides et soudaines, de type *flashmob*, qui peuvent avoir autant d'impact qu'une mobilisation plus large,

puisqu'elles sont inattendues et permettent de surprendre les autorités.

Un autre élément original généré par ces mobilisations a été la création de tactiques de mobilisation innovantes et culturellement créatives. En fait, l'utilisation des réseaux sociaux a été cruciale pour critiquer ouvertement le gouvernement et la monarchie sans se faire arrêter. Jumelant l'utilisation de référents culturels littéraires et populaires avec l'utilisation de « hashtags », les militants ont été en mesure de galvaniser la participation d'un large public plutôt jeune, mais surtout d'attirer l'attention internationale sur leur cause démocratique (Sombatpoonsiri 2021a). Par exemple, la plateforme Twitter a été utilisée principalement pour créer des hashtags qui annonçaient des événements, des collectes des fonds et des échanges d'idées d'activités de protestation « cool » pour appeler le soutien à une cause précise (Sombatpoonsiri 2021a).

Une autre tactique pour protester sans se faire arrêter a été l'incorporation d'éléments satiriques tirés de la culture populaire (Sombatpoonsiri 2021a). Par exemple, lors d'événements publics, les militants pouvaient exprimer ouvertement leurs préoccupations tout en étant habillés dans des costumes reflétant les personnages d'Harry Potter (symbole de résistance contre une force répressive, soit Voldemort) (Harding et Sagun 2021). L'utilisation de déguisement de personnages importants de la littérature populaire (Harry Potter) et de symboles culturels stratégiques (le symbole des trois doigts levés de *Hunger Games*), sont utiles pour dévier l'attention des autorités tout en exprimant une idée forte de façon créative. Ainsi, la combinaison de méthodes variées aura permis aux militants étudiants de maintenir le dynamisme de leur

mobilisation tout en contournant les mesures répressives du gouvernement.

Essoufflement des mobilisations et ressac autoritaire

La fin de l'année 2021 est marquée par l'essoufflement des mobilisations pro-démocratiques à Bangkok. Bien que le ralentissement du dynamisme de ce mouvement protestataire soit multifactoriel, certains éléments ont été plus dévastateurs que d'autres. Contrairement à la nature non violente de ces mobilisations et le maintien de cette discipline à travers les différentes vagues, les autorités ont constamment utilisé des mécanismes de répression violente pour réprimer ces manifestations. Utilisant des canons à eau, des projectiles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes et des arrestations arbitraires, les autorités ont recouru à la force physique pour disperser les foules et mettre fin à ces manifestations. Compte tenu du climat de peur et voyant que le gouvernement n'est pas ouvert à négocier ouvertement ou à faire de véritables concessions au mouvement, le « coût » de la mobilisation a rapidement augmenté (Hinz 2022; Sombatpoonsiri 2021b). Pouvant être inculpé d'une peine d'emprisonnement sous la loi de lèse-majesté allant jusqu'à 15 ans, la motivation des individus moins engagés ou radicaux au sein du mouvement s'est peu à peu effritée.

Étant un mouvement constitué de multiples sous-groupes ayant souvent des intérêts divergents, le manque de cohésion entre ces groupes, devant l'augmentation de la répression étatique, a affaibli sa capacité d'action (Hinz 2022; Sombatpoonsiri 2021b). Face à l'absence d'un front commun et d'une identité commune, il est devenu complexe de stimuler l'engagement

d'individus derrière une cause non déterminée (Sombatpoonsir 2021b).

Le dernier élément qui explique le ralentissement du dynamisme du mouvement est sa structure décentralisée. Bien qu'au début ce modèle d'organisation était la force du mouvement, il devient peu à peu son talon d'Achille. À la suite de l'arrestation de plusieurs militants importants dans le mouvement et en l'absence d'un noyau organisationnel pour guider la trajectoire du mouvement, de petites manifestations qui ne reflétaient pas nécessairement les valeurs du mouvement plus large se sont organisées (Sombatpoonsir 2021b). Par exemple, les membres du groupe *Thalu Gas*, un sous-groupe du mouvement pro-démocratie, a choisi de répliquer physiquement à la répression policière et celle des autorités locales. Ayant recours à des lance-pierres, des bouteilles et des billes, ces actions et ces affrontements avec la police lors de manifestations publiques ont été publicisés (Unno 2021). Malheureusement, ce comportement plus violent et perturbateur lors des manifestations, en général pacifique, nuit à l'image du mouvement et légitimise l'utilisation de la force par les autorités locales. D'une part, puisque le gouvernement est en mesure de contenir les multiples manifestations publiques à l'aide de mesures répressives juridique et physique, et que d'autre part, le mouvement n'est pas capable d'obtenir des résultats concrets, une certaine fatigue s'installe au sein du mouvement et mène à un désengagement de la part de certains membres (Sombatpoonsir 2021b).

Conclusion : le futur du militantisme étudiant pro-démocratique thaïlandais et ses retombées

Deux ans après les dernières mobilisations publiques à Bangkok, plusieurs experts se

questionnent sur le futur démocratique de ce pays et plus précisément sur le militantisme pro-démocratique. À la suite de l'application rigide de la loi sur la lèse-majesté et de la fermeture des espaces de contestation en ligne et hors ligne, les militants étudiants pro-démocratiques se trouvent dans une position complexe, où leur sécurité est constamment mise en jeu. Aujourd'hui encore, les autorités continuent d'arrêter et de traduire en justice des individus ayant participé aux manifestations qui se sont déroulées entre 2020 et 2021 (Sasipornkarn 2022). Pire encore, Amnistie internationale, l'organisation pour la défense des droits de la personne, dénonçait récemment l'intimidation, la surveillance et même l'arrestation d'enfants ayant participé aux manifestations de masse entre 2020 et 2021 par les autorités thaïes (AI 2023). Réclamant la fin de ces tactiques répressives déplorables, l'organisation recensait toutefois qu'en date de 2023 : « (...) près de 300 jeunes de moins de 18 ans ont fait l'objet de poursuite pénale, certains risquant des années de prison après avoir été accusés de sédition ou d'insulte à la monarchie » (AI 2023). Dès lors, confrontés à l'application draconienne d'outils juridiques et la possibilité d'être emprisonnés pour une longue période, certains militants ont dû s'enfuir du pays pour assurer leur sécurité et celle de leur proche (Sasipornkarn 2022).

Cette intensification de la politique zéro tolérance du gouvernement envers toutes formes de dissidence a été démontrée à nouveau lors des manifestations à Bangkok, en marge du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en novembre 2022. En effet, plusieurs organisations pour la défense des droits de la personne et des médias internationaux ont dénoncé l'utilisation d'une force excessive par les autorités thaïes contre les manifestants pacifiques pour disperser la démonstration (HRW 2022).

Face à un environnement nocif et parsemé de tactiques de désinformation et de délégitimation, ce paysage inquiétant paraît peu favorable à l'épanouissement du militantisme pro-démocratique dans un futur immédiat. Malgré ce portait pessimiste, certains experts reconnaissent que les manifestations de 2020-2021 ont eu des retombées politiques positives dans la société. En effet, ayant été fortement axées sur la dénonciation des pouvoirs abusifs de la monarchie et de son omniprésence dans la sphère politique, les mobilisations étudiantes pro-démocratiques ont réussi à amener ce sujet controversé sur la place publique en le critiquant ouvertement (Hinz 2022). Ces dénonciations ouvertes envers un sujet aussi sensible que la monarchie aura permis d'ouvrir une voie vers une discussion réelle dans l'espace public, une première, sur cet enjeu important qui affecte plusieurs facettes de la société thaïe. Selon le politologue Pavin Chachavalpongpun : « [c'est] la première fois que la question de la monarchie est inscrite à l'ordre du jour public et fait l'objet d'un débat critique. Nous n'avons jamais rien connu de tel dans le passé » (Hinz 2022).

Une seconde retombée positive de ces événements est la création de liens transnationaux avec d'autres mouvements qui partagent des défis politiques similaires. Ces liens se sont dans les faits transformés en une alliance transnationale, soit le « Milktea Alliance ». Constituée de mouvements pro-démocratiques provenant de la Thaïlande, de Hong Kong, de Taiwan et du Myanmar, cette alliance sert principalement de plateforme d'échange d'informations et de stratégies de mobilisation, mais surtout d'un réseau de support qui s'apporte une aide mutuelle en période de contestation (Sombatpoonsir 2021a). La présence d'un tel lien transnational dans la région peut

donner l'espoir d'un maintien d'espace de contestation dans ces États autoritaires.

Enfin, ces mobilisations ont accueilli la participation d'une classe sociale inattendue, soit les étudiants des écoles secondaires. Pour la première fois dans l'histoire du militantisme étudiant, les jeunes du secondaire se sont mobilisés de manière sans précédent (Lertchoosakul 2021). Cherchant à remettre en question les normes conservatrices et patriarcales de la société thaïe, ils ont été l'un des groupes les plus critiques envers la monarchie (Lertchoosakul 2021). Même si leurs revendications ont été davantage centrées sur des réformes dans le système scolaire, leur appui à une cause aussi importante que la démocratie montre qu'une relève militante naissante est en émergence (Lerchoosakul 2021).

Notice biographique

Laudia Gravel est étudiante au programme de maîtrise en science politique, modalité recherche, à l'Université de Montréal. Dans le cadre de la rédaction de son mémoire, elle mène des recherches sur les impacts des outils du numérique sur les stratégies de mobilisation des mouvements sociaux pro-démocratiques en contexte autoritaire.

Références

AI, (2023). *Thailand : Child protesters face 'severe repercussions' for taking part in mass demonstration*. London: Amnesty International. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/02/amnesty-thailand-child-protesters-report/>

- Bahri, S. et Fauzi, F., Pan, S.L, et Leong, C., (2019). Social media empowerment in social movements: power activation and power accrual in digital activism. *European Journal of Information Systems*. 28(2), p. 173-204. [Consulté le 5 août 2023]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/0960085X.2018.1512944>
- Chachavalpongpan, P., (2021). An Unfinished Revolution: The Trajectory of Thailand's Current Protests. *Brown Journal of World Affairs*. 27(2), p. 255-271. [Consulté le 5 août 2023]. Disponible sur : <https://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/brownjwa27&id=535&collection=journals&index=>
- Faik, I. et al., (2020). Digital organizing of a global movement : From connective to collective action. *Information and Organization*. 30(4), p.1-22. [Consulté le 5 août 2023]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.infoandorg.2020.100324>
- Harding, B. et Sagun, G., (2021). With TikTok and Harry Potter, Thai Youth Protesters Usher in New Era of Politics: Through creative nonviolent action, demonstrators have confounded the government and its effort to quash dissent. Washington: United States Institute of Peace. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://www.usip.org/publications/2021/01/tiktok-and-harry-potter-thai-youth-protesters-usher-new-era-politics>
- Hinz, E., (2022). What Happened to Thailand's protests ?. Boon: Deutsche Welle. 19 mai. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://www.dw.com/en/thailand-what-happened-to-mass-anti-government-protests/a-61861179>
- HRW, (2022). Thailand : Police Forcibly Disperse APEC Protesters: Investigate Beatings, Rubber-Bullet Shootings of Demonstrators. New York: Human Right Watch. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://www.hrw.org/news/2022/11/22/thailand-police-forcibly-disperse-apec-protesters>
- Lertchoosakul, K., (2021). The white ribbon movement: high school students in the 2020 Thai youth protests. *Critical Asian Studies*. 53(2), p. 206-218. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/14672715.2021.1883452>
- McCargo, D., (2021). Disruptors' dilemma? Thailand's 2020 Gen Z protests. *Critical Asian Studies*. 53(2), p. 175-191. [Consulté le 5 août 2023]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/14672715.2021.1876522>
- Sasipornkarn, E., (2022). Thailand: What happened to monarchy protest movement?. Boon: Deutsche Welle. 17 novembre. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://www.dw.com/en/thailand-what-happened-to-monarchy-protest-movement/a-63793123>
- Sinpeng, A., (2021). Hashtag activism: social media and the #FreeYouth protests in Thailand. *Critical Asian Studies*. 53(2), p. 192-205. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/14672715.2021.1882866>
- Sombatpoonsiri, J., (2020). Two Thailands : Clashing Political Orders and Entrenched Polarization. Dans : T. Carothers et A. O'Donohue, dir. *Political Polarization in South and Southeast Asia: Old Divisions, New Danger*. Washington: Carnegie Endowment for International Peace. p. 67-79. [Consulté le 8 août 2023]. Disponible sur : https://carnegieendowment.org/files/Political_Polarization_RPT_FINAL1.pdf

Sombatpoonsiri, J., (2021a). *From Repression to Revolt: Thailand's 2020 Protests and the Regional Implications*. GIGA Focus Asia. February (1), p. 1-12. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://www.giga-hamburg.de/en/publications/giga-focus/repression-revolt-thailand-s-2020-protests-regional-implications>

Sombatpoonsir, J., (2021b). *Thai 2021 Demonstrations: Losing Traction Online*. Singapore: ISEAS – Yusof Ishak Institute. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : <https://fulcrum.sg/thai-2021-demonstrations-losing-traction-online/>

Unno, A., (2021). “Thalu Gas”: The Other Version of the “Thai Youth Movement”. *ISEAS Perspective*. 2021(146), p. 1-11. [Consulté le 7 août 2023]. Disponible sur : https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2021/10/ISEAS_Perspective_2021_146.pdf